L'Anarcho-Syndicaliste n°15
avril 1977
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

LE 28 AVRIL À NANTES...

Dans le département de la Loire-Atlantique, depuis la scission, c'est-à-dire depuis maintenant bientôt 30 ans, l'unité d'action des organisations syndicales ouvrières avait pu se réaliser dès lors qu'il s'agissait de répondre aux menaces que patronat et gouvernement faisaient peser sur les conquêtes ouvrières.

1953 - 1955 - 1958, lors de la venue de de Gaulle - 1968 - sont des dates qui marquent les étapes d'une lutte obstinée et unitaire des travailleurs de Loire-Atlantique pour la défense de leurs droits.

Le 10 janvier 1974, l'intersyndicale C.G.T.-F.O. - C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N. adopte un texte qui déclare notamment que les gouvernements et patrons voudraient:

«Face à la crise du système capitaliste, faire partager par leurs victimes, que sont les travailleurs, les difficultés qu'ils rencontrent. L'appel à la soi-disant solidarité nationale (l'Union Sacrée) ne vise qu'à faire subir aux travailleurs, le chômage et une régression de leur pouvoir d'achat, le gouvernement et le patronat veulent instituer une politique des revenus sacrifiant l'intérêt des travailleurs, leurs conditions de vie et de travail.

En Angleterre, le gouvernement et le patronat appliquent la même politique face à la magnifique grève des Mineurs. Cette situation prouve la profonde identité d'intérêts des travailleurs du monde entier et plus particulièrement des travailleurs européens, ce qui rend indispensable la coordination avec leurs organisations syndicales de leurs luttes».

Le 20 avril 1977, après de longues et difficiles négociations intersyndicales, où les positions des différentes organisations se sont affrontées, la décision est prise intersyndicalement d'appeler l'ensemble des travailleurs de Loire-Atlantique à une grève unitaire contre le Plan Barre.

Le texte inter-syndical constate que la volonté du pouvoir et du patronat de:

«sauvegarder à tout prix le système capitaliste les conduit à poursuivre leur politique anti-sociale, à persister dans leur attitude d'intransigeance et de refus de toute négociation. Un tel refus est une atteinte intolérable au droit de négociation des organisations syndicales»,

et :

«En ce qui concerne les Secteurs Public et Nationalisé, elles constatent que le Gouvernement bloque toute possibilité de négocier sérieusement en opposant à toutes les revendications, des formules ayant pour objet la réduction du pouvoir d'achat EN PRÉTENDANT IMPOSER LA POLITIQUE DES REVENUS NOTAMMENT PAR LA RÉPARTITION DE LA MASSE SALARIALE».

Ce texte qui appelle à la grève du 28 avril en Loire-Atlantique s'inscrit dans la ligne de la plate-forme inter-syndicale du 10 janvier 1974 il est en contradiction avec la grève du 28 avril décidée nationalement par la C.G.T. et la C.F.D.T. chez les fonctionnaires et qui, elle, s'inscrit, comme le 7 octobre, dans la tactique de grèves dites tournantes et des journées d'action destinées à démobiliser les travailleurs.

Il faut dire que la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N., chacune à leur manière, ont depuis de nombreux mois tenté de faire miroiter aux travailleurs que la solution de leurs problèmes pourrait se trouver dans la venue au pouvoir d'un gouvernement d'Union de la Gauche (s'élargissant de plus en plus vers la droite) qui aurait la possibilité de trouver, dans le cadre national, des remèdes miraculeux à la crise mondiale du système capitaliste.

Rappelons qu'après 1974, l'Union Départementale C.G.T.-F.O. dans laquelle les anarcho-syndicalistes

jouent, depuis la scission, un rôle important, avait été mise pratiquement en quarantaine par les autres organisations syndicales. Cet ostracisme était motivé par le refus de l'U.D. C.G.T.-F.O. de participer à la besogne de mystification tendant à faire croire aux travailleurs que leurs problèmes pourraient trouver une réponse dans le cadre de l'action parlementaire.

C'est avec un certain scepticisme que le bureau de l'U.D. a reçu une lettre du camarade Prampart, secrétaire de l'U.D. C.G.T. proposant une intersyndicale en vue d'organiser une action inter-professionnelle.

Dans ce numéro de *«L'Anarcho-Syndicaliste»*, nous publions la lettre du camarade Prampart ainsi d'ailleurs que la réponse de l'U.D. F.O., et que différents documents qui permettront à nos camarades de se faire une idée exacte des conditions dans lesquelles la classe ouvrière essaie, au travers de ses organisations syndicales, de reconstituer son unité.

Comme on pourra le constater également à la lecture de ces documents, la plate-forme commune du 20 avril 1977 exprimait un compromis entre l'ensemble des organisations, fondé sur la nécessité de réaliser sur un plan syndical, c'est-à-dire finalement sur un plan de classe, l'unité des organisations et c'est dans ces conditions que nous abordons le meeting du 28 avril.

Le 28 avril 1977, l'appareil stalinien est apparu pour ce qu'il était, un appareil au service exclusif d'intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de classe ouvrière.

C'est ainsi que, au mépris des engagements pris, il a tenté de transformer le meeting et le défilé inter-syndicaux en manifestation d'Union de Gauche en encourageant la présence d'élus staliniens du Conseil Municipal de Nantes, ceints de leurs écharpes tricolores.

Cette provocation devait susciter une violente opposition de la part des militants de la C.G.T.-F.O., de la F.E.N., voire même de la C.F.D.T. Quelque coups furent même échangés et le camarade Hébert devait publiquement, la tribune, rappeler la nécessité pour la classe ouvrière de sauvegarder l'indépendance de ses organisations syndicales.

Par ailleurs, dans son discours, le jeune stalinien de service (le secrétaire en titre de l'U.D. C.G.T. était absent) devait se livrer à une véritable provocation notamment en présentant la participation des autres organisations syndicale comme un ralliement pur et simple de la politique de la C.G.T.

Au cours du défilé qui suivit le meeting et toujours au mépris des engagements pris, les staliniens mirent en avant leur mot d'ordre de programme commun et prétendirent imposer la présence es-qualité de leurs élus.

Après des affrontements violents entre militants, les responsables de la C.G.T.-F.O. et certains camarades de la F.E.N. décidaient de se retirer purement et simplement du défilé.

Il ne faut pas s'y tromper, c'est évidemment de propos délibérés que l'appareil stalinien s'est livré à cette provocation.

Les intérêts de la bureaucratie de l'Est qui exploite le prolétariat de ce pays, au point de pouvoir produire, en dépit de l'arriération économique de leur pays, des voitures à moins cher que leurs concurrents capitalistes, son solidaires de ceux de la bourgeoisie internationale.

C'est pourquoi l'appareil stalinien, ou tout au moins une fraction de l'appareil stalinien, a essayé de casser toute possibilité de regroupement de la classe ouvrière sur son propre terrain de classe.

Mais qu'on ne s'y trompe pas non plus, la situation évolue irrésistiblement vers une crise révolutionnaire. A ce meeting, les travailleurs, dans leur immense majorité se sont contentés d'observer et d'écouter, à une autre étape, ils balaieront les staliniens, qui, après avoir exploité honteusement les travailleurs des pays qu'ils dirigent, se font maintenant ouvertement les valets de la bourgeoisie.

M. GUILLOU.

SUR LE MEETING DE LA C.N.T. A MADRID

La presse espagnole n'a pas pu passer sous silence l'événement majeur que constitue le premier meeting que la C.N.T. a tenu à Madrid depuis la fin de la révolution.

Savoir si dans les arènes de San Sebastian de Los Reyes, nous étions 20 ou 30.000 est, somme toute secondaire.

L'essentiel est que ce meeting où la C.N.T. se présentait publiquement, fut un incontestable rassemblement de masse.

La démonstration est faite, après les meetings de la C.N.T. à Mataro et Felguera que l'anarcho-syndicalisme a retrouvé en Espagne une audience indiscutable dans la classe ouvrière.

Mais l'immense joie et l'émotion profonde ressentie à cette occasion par les militants ne doit pas nous masquer les réalités: la partie est loin d'être gagnée. Et je ne crois pas trop m'avancer en disant que la C.N.T. doit maintenant aborder une étape qui ne sera pas facile: mettre en place l'organisation syndicale bâtie sur les principes de l'anarcho-syndicalisme, la structurer efficacement pour un fonctionnement fédéraliste, à un moment où la situation en Espagne n'est plus ce qu'elle était en 1936, dans une période où la crise du régime capitaliste nous oblige à commettre le moins possible d'erreurs et nécessite une vigilance de tous les instants.

Les rencontres que nous avons eues avec plusieurs camarades de la C.N.T., ainsi qu'avec le comité national, nous incitent néanmoins à l'optimisme dans la mesure où ces camarades ont une vision très claire des difficultés qu'ils auront - qu'ils ont déjà - à surmonter, en particulier, celles découlant de l'extrême jeunesse des effectifs qui affluent à la C.N.T.

L'enthousiasme (nécessaire) ne suffit pas, la jeunesse n'est pas une qualité indispensable pour avoir une appréciation correcte des événements.

Etre jeune, c'est un état passager; «les jeunes» ne sont pas une classe sociale.

Ce qui doit s'affronter aujourd'hui en Espagne (comme ailleurs) ce n'est pas «la jeunesse» contre l'ordre existant, mais la classe ouvrière contre le système capitaliste et l'état.

Pour cet affrontement, les travailleurs ont besoin d'une organisation de classe: la C.N.T. peut être cette organisation, à condition qu'elle surmonte et dépasse rapidement les tentations plus ou moins "gauchistes" qui n'ont rien à voir avec l'anarcho-syndicalisme, c'est-à-dire avec la conception qu'ont les anarchistes de leur rôle dans le mouvement ouvrier.

La C.N.T. ne doit pas être un fourre-tout où se côtoyeraient pêle-mêle tous ceux qui aspirent seulement à être en marge, ou qui conteste toute forme d'organisation, ou qui n'accordent confiance qu'à la "spontanéité", que ceux qui ont ces idées-là dans leurs propres groupes associations, mouvements, c'est leur affaire, et nul parmi nous ne songe un instant à leur en contester ce droit bien au contraire.

Mais nous avons connu en France surtout depuis mai 1968, tellement de groupes qui se sont construits, puis dissous, puis reconstruits, se réclamant tous de l'anarchisme le plus pur (et le plus sectaire), prétendant tout transformer dans le mouvement, allant jusqu'à récuser tout le passé militant de nos organisations! Nous avons le droit de dire ce que nous pensons de ceux qui confondent syndicat et groupes affinitaires, ou qui n'admettent pas, pour la C.N.T., qu'elle se réclame de son passé, qu'elle puise dans sa longue histoire de lutte, pour renforcer son présent, et qui vont jusqu'à proposer qu'il n'y ait pas de C.N.T., mais une sorte de mouvement populaire, plus ou moins organisé, c'est-à-dire tout le contraire d'une organisation de classe.

Refuser de reconstruire la C.N.T. comme doit l'être un syndicat ouvrier, c'est rendre le plus grand service au capitalisme, à l'état, et à leurs alliés objectifs: les chrétiens sociaux, et les staliniens du P.C.E.

Il reste, heureusement, les innombrables et authentiques ouvriers qui, sans rien renier de la C.N.T. de 1911 et de 1936, sans oublier la résistance permanente des anarcho-syndicalistes pendant la longue nuit franquiste, tenant compte des leçons tirées de l'expérience anarcho-syndicaliste en Espagne, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde, sont et seront, de plus en plus nombreux, les véritables artisans de la renaissance de la C.N.T.

J. SALAMERO.

LE DOSSIER DU 28 AVRIL:

LETTRE DE L'UNION DÉPARTEMENTALE C.G.T.

Nantes, le 14 avril 1977.
Union Départementale C.G.T.-F.O. 4, Rue Désiré-Colombe 44000 Nantes.

Chers Camarades,

La Commission Exécutive de l'Union Départementale C.G.T., dans sa réunion du 13 avril, a considéré que le développement des luttes, au niveau des entreprises ou branches, l'aggravation de la situation économique, licenciements, extension du chômage partiel et blocage de la part du Patronat de toutes négociations valables sur les salaires et les propositions d'une démarche commune auprès du Premier Ministre avec les organisations syndicales, faites par les Municipalités de Gauche et auxquelles notre Union Départementale a décidé de répondre favorablement, nous conduisaient à envisager une action interprofessionnelle départementale.

Cette action pour la défense des revendications et de l'emploi, en soutien aussi à la délégation qui se rendrait à Matignon, pourrait se situer au même moment que l'action nationale des Secteurs Public et Nationalisé.

Votre organisation syndicale ayant été sollicitée par les Municipalités de Gauche pour être partie prenante à l'initiative qu'elles ont eue en direction du Premier Ministre, nous vous convions à une réunion intersyndicale dont nous avons arrêté la date d'un commun accord avec la C.F.D.T. et la F.E.N., pour le LUNDI 18 AVRIL à 16 heures au siège de notre organisation.

Recevez, Chers Camarades, nos salutations syndicalistes.

Le Secrétaire Général de l'U.D.: G. PRAMPART.

REPONSE DE L'UNION DÉPARTEMENTALE C.G.T.-F.0.

Nantes, le 15 avril 1977.
Secrétaire de l'Union Départementale Camarade Prampart, des Syndicats C.G.T.
Bourse du Travail, 8, rue Arséne-Leloup, 44100 NANTES.

Cher Camarade,

Je t'accuse réception de ta lettre datée du 14 avril et reçue ce jour.

Comme tu le sais peut-être, notre bureau de l'U.D. se réunit tous les mardis et ta lettre ne pourra être discutée au niveau de nos instances avant mardi prochain 19 avril.

Cela étant dit, une délégation de notre bureau de l'UD. se rendra néanmoins à l'inter-syndicale de façon à procéder à un premier échange de vue sur la situation et sur les moyens à mettre en œuvre pour faire face à la politique gouvernementale et patronale.

D'ores et déjà, je te confirme la position traditionnelle de notre organisation. Nous sommes inconditionnellement pour l'unité d'action des organisations syndicales ouvrières dès lors que l'action se situe exclusivement sur le terrain de la défense des intérêts ouvriers. Nous n'excluons pas certains contacts ou pressions en direction des partis politiques ou des élus (de gauche ou de droite), mais nous refusons, par principe, toute confusion entre l'action des syndicats d'une part, des partis et des élus d'autre part.

Nous pensons qu'il existe une différence de nature entre les syndicats et les partis. Les syndicats ont vocation de défendre les intérêts particuliers des travailleurs alors que les partis politiques dont l'action, actuellement, se situe presque exclusivement sur le terrain parlementaire, s'assignent comme mission d'envoyer leurs hommes gérer, à tous les niveaux, les institutions de la société capitaliste dans laquelle nous vivons.

Bien entendu, nous n'ignorons pas que certains rapprochements peuvent parfois être nécessaires pour la défense des libertés démocratiques. Au cours de son histoire, la C.G.T. devenue la C.G.T.-F.O. a prouvé qu'elle était parfaitement capable de prendre ses responsabilités en ce domaine. Mais, même en nous plaçant sur ce terrain (alternative: démocratie ou fascisme), nous savons que le meilleur moyen de défendre

les libertés démocratiques est, d'abord et avant tout, de préserver l'indépendance des organisations spécifiques de la classe ouvrière que sont les syndicats.

Dans ces conditions et dans l'état actuel des choses, il me semble tout à fait souhaitable que devant les menaces qui pèsent sur les conditions de vie des travailleurs et leurs conquêtes, nos organisations syndicales de Loire-Atlantique renouent avec une tradition d'action commune qui a permis, dans le passé, notamment en 1953 et 1955, à la classe ouvrière de faire face victorieusement aux menaces qui, alors, pesaient également sur leurs droits et conquêtes.

En tout état de cause, la délégation qui se rendra à l'intersyndicale rendra compte des discussions et des propositions des différentes organisations à la réunion de notre bureau de l'U.D. qui se tiendra le lendemain.

Je te prie de croire, cher camarade, à l'assurance de mes sentiments syndicalistes les meilleurs.

Le Secrétaire Général, Alexandre HEBERT.

P S. Photocopie à la F.E.N. et à la C.F.D.T.

TEXTE PROPOSÉ PAR L'U.D. C.G.T. À L'INTERSYNDICALE DU 18 AVRIL 1977:

Grève générale de 24 heures en Loire-Atlantique le 28 avril 1977.

Les résultats des dernières élections municipales ont confirmé le profond mécontentement des travailleurs exprimé depuis plusieurs mois à travers les nombreux conflits sociaux devant la politique d'austérité et de chômage du gouvernement et du patronat.

Refusant la nouvelle restructuration du capitalisme et la politique antisociale, les travailleurs ont lancé un avertissement au gouvernement et au patronat.

Ils ont ainsi condamné sans appel, le plan Barre, qui ne permet pas de combattre l'inflation, accroît le chômage, les difficultés des travailleurs, les inégalités et détériore les conditions de travail.

L'exigence de voir appliquer une autre politique s'est massivement exprimée et le pouvoir et le patronat sortent affaiblis des élections municipales.

Mais leur volonté de sauvegarder à tout prix les privilèges capitalistes les conduit à poursuivre leur politique anti-sociale, à persister dans leur attitude d'intransigeance et de refus de toute négociation. Un tel refus est une atteinte intolérable au droit de négociation des organisations syndicales.

Ainsi, une action syndicale vigoureuse s'impose pour obtenir la satisfaction des revendications légitimes et urgentes qui restent en suspens concernant: le pouvoir d'achat, l'emploi et les conditions de travail, la sécurité sociale, les libertés syndicales.

Les semaines qui viennent de s'écouler ont été marquées par de nombreuses luttes. Elles attestent de la combativité des travailleurs.

Les Unions Départementales C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. et la Section de la F.E.N. considèrent que l'Unité doit se réaliser à tous les niveaux afin de rendre les luttes, pour la satisfaction des revendications, encore plus efficaces.

Les Union Départementales C.F.D.T., C.G.T., C.G.T.-F.O. et la Section de la FEN, EXIGENT DES NEGOCIATIONS POUR ASSURER LE MAINTIEN et la progression du pouvoir d'achat avec priorité aux bas salaires. Cette revendication exige la prise en compte de l'évolution réelle du coût de la vie que ne reflète pas l'indice gouvernemental.

Elles demandent la fixation du S.M.I.C. à 2.200 F pour 40 heures de travail hebdomadaire.

En ce qui concerne les Secteurs Publics et Nationalisés, elles constatent que le Gouvernement bloque toute possibilité de négocier sérieusement en opposant à toutes les revendications, des formules ayant pour objet la réduction du pouvoir d'achat.

C'est la raison pour laquelle, les salariés de ces secteurs feront une grève nationale de 24 heures le 28 avril.

Les organisations syndicales départementales considèrent que la création d'emplois, la réduction de la durée du travail, l'avancement de l'âge du droit à la retraite, la réduction des charges de travail et l'amélioration des conditions de travail représentent à la fois des solutions aux problèmes de l'emploi et des revendications permettant d'améliorer les conditions de vie et de travail des salariés.

A ce propos, la C.G.T., la C.F.D.T., la C.G.T.-F.O. et la F.E.N. de Loire-Atlantique apprécient positivement

l'initiative des Municipalités de gauche d'envoyer auprès du Premier ministre, une délégation d'élus et de responsables syndicaux pour exiger l'arrêt des licenciements, les mesures sociales et économiques permettant un emploi pour tous.

Le 28 avril, sera dans le même temps, l'occasion pour les travailleurs de notre département, d'affirmer avec force l'exigence des mesures dont sera porteuse la délégation à Paris.

POUR les revendications CONTRE le chômage.

Les U.D. C.G.T., C.F.D.T. C.G.T.-F.O. et la Section de la F.E.N. appellent les salariés de toutes les professions de Loire-Atlantique à faire: GREVE 24 H LE JEUDI 28 AVRIL 1977 et à participer aux manifestations dans les localités.

TOUS UNIS DANS L'ACTION

&

TEXTE ADOPTÉ FAR L'INTERSYNDICALE:

Le 28 avril 1977 en Loire-Atlantique: Grève générale de 24 heures

Les résultats des dernières élections municipales ont confirmé le profond mécontentement des travailleurs, exprimé depuis plusieurs mois à travers les nombreux conflits sociaux devant la politique d'austérité et de chômage du Gouvernement et du Patronat.

Refusant la nouvelle restructuration du capitalisme et la politique antisociale, les travailleurs ont lancé un avertissement au gouvernement et au patronat.

Ils ont ainsi condamné sans appel le Plan Barre, qui, impuissant contre l'inflation, accroît le chômage, les difficultés des travailleurs, les inégalités et détériore les conditions de travail.

L'exigence de voir appliquer une autre politique s'est massivement exprimée et le pouvoir et le patronat sortent affaiblis des élections municipales.

Mais leur volonté de sauvegarder à tout prix le système capitaliste les conduit à poursuivre leur politique anti-sociale, à persister dans leur attitude d'intransigeance et de refus de toute négociation. Un tel refus est une atteinte intolérable au droit de négociation des organisations syndicales.

Ainsi, une action syndicale vigoureuse s'impose pour obtenir la satisfaction des revendications légitimes et urgentes qui restent en suspens concernant: le pouvoir d'achat, l'emploi et les conditions de travail, la Sécurité Sociale, les libertés syndicales.

Les semaines qui viennent de s'écouler ont été marquées par de nombreuses luttes. Elles attestent de la combativité des travailleurs.

Les Unions Départementales C.G.T.-F.O., C.G.T., C.F.D.T. et la section de la F.E.N. considèrent que l'Unité doit se réaliser à tous les niveaux afin de rendre l'action des travailleurs, pour la satisfaction de leurs revendications, plus efficace.

Les Unions Départementales C.F.D.T., C.G.T., C.G.T.-F.O. et la Section de la F.E.N. exigent que des négociations s'ouvrent à tous les niveaux, pour assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat. Cette revendication exige la prise en compte de l'évolution du coût de la vie que ne reflète pas l'indice gouvernemental.

Elles demandent la fixation du S.M.I.G. à 2.200 F pour 40 heures de travail hebdomadaire.

Les organisations syndicales départementales considèrent que la création d'emplois, la réduction de la durée du travail, l'avancement de l'âge du droit à la retraite, la réduction des charges de travail et l'amélioration des conditions de travail représentent à la fois des solutions aux problèmes de l'emploi et des revendications permettant d'améliorer les conditions de vie et de travail des salariés.

En ce qui concerne les Secteurs Public et Nationalisé, elles constatent que le Gouvernement bloque toute possibilité de négocier sérieusement en opposant à toutes les revendications, des formules ayant pour objet la réduction du pouvoir d'achat EN PRÉTENDANT IMPOSER LA POLITIQUE DES REVENUS NOTAMMENT PAR LA RÉPARTITION DE LA MASSE SALARIALE.

C'est la raison pour laquelle les salariés de ces secteurs, avec l'ensemble des travailleurs du département, feront une grève de 24 HEURES LE 28 AVRIL 1977: POUR LES REVENDICATIONS, CONTRE LE CHOMAGE.

Les Unions Départementales C.G.T., C.F.D.T.. C.G.T.-F.O. et la Section de la F.E.N. ont décidé de donner une nouvelle impulsion à l'action des travailleurs en appelant les salariés des Secteurs Public, Nationalisé, de la Fonction Publique et des Secteurs privés de Loire-Atlantique, à faire grève 24 HEURES LE JEUDI 28 AVRIL et à participer aux manifestations dans les localités.

GREVE 24 HEURES LE JEUDI 28 AVRIL 1977 TOUS UNIS DANS L'ACTION

Dans notre éditorial, nous stigmatisons l'attitude des élus staliniens au meeting du 28 AVRIL 1977.

Il faut, en parallèle souligner la parfaite correction de l'ensemble des élus du parti socialiste qui se sont abstenus de toute manifestation tapageuse.

On trouvera ci-dessous l'échange de correspondance à ce sujet intervenue entre le Président de la *Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains* et le Secrétaire Général de l'Union Départementale C.G.T.-F.O.

FEDERATION DES ELUS SOCIALISTES ET REPUBLICAINS DE LOIRE ATLANTIQUE
25, chaussée de la Madeleine 44000 NANTES

Nantes, le 26 Avril 1977,

LES ÉLUS SOCIALISTES,

Monsieur le Secrétaire de l'Union Départementale Force Ouvrière
4, rue Désiré Colombe
44000 NANTES

Monsieur le Secrétaire et Cher Camarade,

Le Parti Socialiste et ses élus appellent à soutenir et participer à la manifestation du 28 Avril.
Les Elus Socialistes consultent les organisations syndicales pour savoir si l'intersyndicale accepte la présence es-qualité des Elus, et si elle souhaite que les Maires portent l'écharpe, insigne de leur fonction.
Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire et Cher Camarade, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour la Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains,
Alain CHENARD
Président, Maire de Nantes.

Union Départementale C.G.T. - F.O.

28 Avril 1977.

Monsieur les Président de la Fédération Départementale
des élus Socialistes et Républicains
25, chaussée de la Madeleine, 44000 Nantes.

Monsieur le Président et Cher Camarade,

Je vous accuse réception de votre lettre du 26 avril 1977.
Notre organisation syndicale a déjà fait connaître sa position relativement au problème que vous posez. Nous considérons que les fonctions de gestion qu'assument les élus, à tous les niveaux, peuvent les amener à assumer la défense d'intérêts contradictoirement avec ceux représentés par les syndicats.
Compte tenu des difficultés actuelles, nous pensons que, il n'est de l'intérêt ni des partis, ni des élus, ni des syndicats, qu'une confusion s'instaure, chacun devant, à sa place, remplir le mandat dont il a été investi.
C'est la raison pour laquelle nous serons bien entendu heureux de compter parmi les manifestants des camarades membre de nos organisations qui seront là à titre de syndiqué ou de citoyen, mais en aucun cas à titre d'élu. Dans ces conditions, nou considérons que le port de l'écharpe doit être réservé aux cérémonies officielles et serait totalement déplacé dans une manifestation contre le Plan Barre et ses conséquences.
Je vous prie de croire, Monsieur le Président et cher Camarade, à mes sentiments les meilleurs.

Cordialement,

Alexandre HEBERT,
Secrétaire Général.

NOUVELLES BRÈVES...

AU CONGRÈS DU SGEN-CFDT

«Le Monde» du 1er avril nous rend compte de l'intervention d'E. Maire à ce congrès qui tenait ses assises à Grenoble. E. Maire a notamment regretté que *«dans le monde de la division du travail, l'éducation reste le le domaine des seuls enseignants et même des forces dominantes du monde enseignant»*. Ce n'était pas très aimable pour son alliée de l'Union de la Gauche au sujet de laquelle il demandait au S.G.E.N. *«de soustraire les enseignants à l'influence corporative dominante de la F.E.N.»*. Il poursuivait: *«nous refusons une situation où les organisations de masse des personnels de l'éducation sont coupées de la classe ouvrière. Le S.G.E.N. a l'avenir devant lui dans l'éducation nationale parce qu'il est confédéré et parce qu'il est confédéré à la seule centrale ouvrière qui a choisi la voie autogestionnaire, seule voie alternative à la crise de la société»*.

Il faut chercher loin, en 9ème page de *«L'Ecole Libératrice»* du 15 avril, une réplique du S.N.I., dans la rubrique *«Point... Contrepoint»*. On y dénonce les «turbulences verbales» du camarade Maire devant un congrès *«où les trémoussements et la fébrilité tiennent lieu d'habitude de pensée et d'action»*. Ce qui nous semble d'une affligeante légèreté c'est plutôt la critique de *«L'Ecole Libératrice»*, et nous prenons davantage au sérieux les thèses du S.G.E.N.-C.F.D.T., surtout depuis qu'elles ont fait leur apparition à l'intérieur de la F.E.N.

On aimerait savoir, par exemple, ce que pense le S.N.I. de la campagne *«contre la notation par l'inspection»* relancée au congrès du S.G.E.N. par E. Maire. Revendication séduisante... quand on omet d'envisager de quelle manière les inspecteurs interviendraient en commissions paritaires pour statuer sur les promotions et nominations, et qui pourrait simplement aboutir au remplacement de la note connue et motivée par une note secrète sans justification.

A moins qu'en toute bonne logique *«la transformation du service public dans l'optique de l'autogestion»* substitue la vindicte du quartier aux commissions paritaires et à leurs barèmes de notations...

C.R.D.P. MILITANTS:

Un C.R.D.P. est un *Centre Régional de Documentation Pédagogique*. Sous le double contrôle des Inspecteurs d'Académie près desquels ils sont attachés et du Centre National (C.N.D.P.) c'est-à-dire du Ministre de l'Education, les C.R.D.P. ont pour mission de promouvoir la pédagogie officielle dans chaque Académie par la participation des enseignants.

Dans le but de donner vie à cette entreprise, qui n'avançait guère, a été constitué le G.F.E.N. *(Groupement Français pour l'Education Nouvelle)* qui siège 24, avenue de Launière, à Paris et dont les sections agissent dans les départements.

C'est ainsi qu'au milieu du mois d'avril des établissements scolaires reçurent une enveloppe officielle cachetée, avec la griffe du Directeur du C.R.D.P. et sous entête de l'Inspection Académique. Celle-ci contenait une profession de foi du G.F.E.N. invitant les enseignants à participer à ses travaux.

On y trouve parmi les thèmes de réflexion et d'action proposés: *«Pouvoir vivre mieux, changer la vie, vivre autrement - L'établissement scolaire, unité éducative et non plus seulement la classe - L'Ecole-caserne, discipline, les lignes jaunes sur le sol de la cour pour l'alignement des rangs - Gestion démocratique (tripartisme) - Les démarches organisées d'auto-socio-appropriation et d'auto-socio-construction du savoir et de la personne...»* (Cf. E. Mounier !) Mais le Groupement Français se défend de rester dans l'abstraction, résolument tourné vers l'avenir et la construction de *«l'Ecole Demain»*, il se présente comme *«un mouvement pédagogique... en dehors, et en plus, des partis politiques et syndicats»*. Et ce nouveau parti pédagogique, qui réclame des maîtres *«engagés dans la mutation de leur école»*, n'hésite pas à définir *l'Ecole de Demain* comme celle du *«changement politique proche»,* précisant: *«...nous avons un certain nombre d'options fondamentales qui sous-tendent toute notre action et qui, dans le cadre de la société démocratique de demain - allant vers le socialisme - doivent à notre sens orienter la transformation de l'école»*... Nous voici donc édifiés sur les rapports véritables entre les C.R.D.P. et la pédagogie qui est, en principe, l'art d'enseigner aux enfants.

Mais l'atteinte à la dignité et à la liberté des enseignants demeure l'aspect le plus inquiétant de cette confusion politico-administrative, qui rappelle de fâcheux souvenirs.

Si nous avons connaissance d'une réaction de l'Union de la Gauche contre ces pratiques commises en son nom, nous nous engageons à la publier ici-même.

DES DAMES DES A.S.F.

Le C.D.A.L. de Loire-Atlantique et les organisations qui le soutiennent ont reçu cette lettre émanant du Conseil des Parents d'Elèves (Cornec) des Ecoles Publiques de Pont-Saint-Martin:

«Le 12 avril 1977 se tenait au C.E.S. de la Petite-Lande une réunion.

Cette réunion était convoquée par les sous-sections du S.N.E.S., du S.N.I. et du S.G.E.N. Etaient invités à cette réunion les instituteurs des Ecoles primaires attachées à la Petite-Lande, les Conseils de Parents d'Elèves des mêmes écoles, ainsi que du C.E.S. Petite-Lande et les A.S.F.

D'entrée de réunion, suite à questions posées, il est apparu évident que cette réunion avait pour but de doubler le C.C.A.L. de Rezé. Nous eûmes droit, de la part du responsable de la réunion ainsi que des représentants des A.S.F., à une attaque en règle, de façon directe ou déguisée, contre le C.C.A.L. de Rezé:

Devant ces faits la délégation du Conseil des Parents d'Elèves (Fédération Cornée) de Point-Saint-Martin a fait la déclaration suivante :

Nous sommes mandatés pour discuter avec des associations faisant partie du C.D.A.L. et du C.N.A.L. Le cadre de cette réunion, par la présence de certaines associations, ne correspond pas à ces critères. En conséquence nous décidons de nous retirer.

Ajoutons que le préambule de la réunion: attaque en règle contre le C.C.A.L. de Rezé par le responsable de la réunion et les dames des A.S.F. ne pouvait que confrorter notre décision.

Genre de déclaration: Les réunions du C.C.A.L. sont des réunions de spécialistes. Ils ne font rien.

Il faut mobiliser les familles dans les quartiers.

Le C.C.A.L. n'a pas le droit de s'adresser aux parents. Nous, A.S.F., représentons les familles ouvrières. Nous pensons que ces faits sont graves, qu'ils constituent une attaque directe contre les organismes de défense de la laïcité et de l'Ecole Publique: C.C.A.L., C.DAL. et C.N.A.L.

C'est pourquoi nous décidons de porter à la connaissance du C.D.A.L. ces faits».

De gentilles mamans, qui exigent - seulement - pour les A.S.F. l'exclusivité de la représentation ouvrière...

AU DIAPASON *(extrait de «l'Eclair»)*

Le poids du passé pèse parfois lourdement sur l'actualité. Ainsi la nouvelle municipalité de Nantes tient son quartier général dans une mairie sise rue Thiers, le fossoyeur de la commune de 1871 à Paris.On ne peut écrire au maire socialiste de la ville sans associer son nom à celui qui a fusillé les Fédérés.

A Bouguenais, on a trouvé la solution puisque la mairie, depuis 1971 - c'est-à-dire cent ans après la Commune - peut se flatter d'habiter la rue de la Commune de 1871.

A Nantes, de deux choses l'une, ou l'on transfère l'Hôtel de Ville dans une rue plus adéquate, ou l'on débaptise la rue dite Thiers. Sinon, on s'en fout du tiers comme du quart.

«LES GESTIONNAIRES» *(en 3 actes)*

(Acte 1)

A Dreux, F. Mitterand déclare au cours du colloque des maires socialistes:

«La France ne vous appartient pas. La République non plus. Nous en sommes les élus et les gestionnaires. Il s'agit, a-t-il poursuivi, *de changer les mœurs de notre pays et de faire preuve de droiture».*

(Acte 2)

Lundi soir 18 avril réunion du conseil municipal de Massy (Essonne) Union de la gauche, mené par un

socialiste (Germond: membre de la C.E. confédérale de la C.G.T.). Ordre du jour: budget municipal. Proposition du maire de l'augmenter de 10 %. Position des représentants du P.C. (soutenus par l'assistance C.G.T, qui s'était déplacée en nombre): pas plus de 6,5 % à cause du plan Barre. Les socialistes ayant maintenu leur position, le P.C. s'est abstenu au moment du vote.

(Acte 3)

Jeudi matin 21 avril, au cours d'une assemblée générale-intersyndicale (C.G.T.-F.O.-C.G.T.) des municipaux de Massy, la C.G.T. demande des augmentations substantielles et vitupère le plan Barre.

COMMUNIQUÉS...

AU CONSEIL SYNDICAL DU SNI 44

Motion proposée par une sous-section de Nantes:

«Le Conseil Syndical dénonce comme une atteinte mortelle à l'Ecole laïque l'institution du Conseil d'Ecole qui soumet les enseignants au contrôle direct des personnalités et groupes de pression.

Il demande au Bureau National de revenir sur son approbation du principe des Conseils d'Ecole, pour lesquels il semble souhaiter davantage de pouvoirs et de moyens.

Dans, le même ordre d'idée, il demande au Bureau National des explications au sujet du droit à la différence dont fait état le dernier appel du C.N.A.L., et au nom duquel les cléricaux entendent obtenir la reconnaissance de l'Ecole confessionnelle comme partie intégrante de l'Ecole publique, avec tous les avantages qui s'y rattachent».

Ce texte a été repoussé par la majorité du Conseil Syndical regroupant les voix U. et A. et U.I.D., il a été voté par les camarades du F.U.O.

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL C.N.T.

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

A l'issue de son Congrès qui se tenait les 9, 10 et 11 avril, la C.N.T. française nous a adressé le communiqué suivant:

Le XVIIème Congrès de la Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs, réuni à Bordeaux, Bourse du Travail, constate avec satisfaction le développement de ses syndicats, signe du regain d'intérêt des travailleurs pour ses méthodes d'Action directe.

*En refusant tout*e collaboration de classes, le Congrès réaffirme et réactualise les lignes de force du Syndica*lisme révolutionnaire. Plusieurs thèmes ont été débattus, en particulier l'étatisation croissante de l'économie, le renforcement constant des forces répressives et leur utilisation de plus en plus fréquente dans les conflits sociaux.*

Sur le plan international, le Congrès se réjouit de l'indiscutable résurgence de l'Anarcho-syndicalisme, tant en Espagne, avec la C.N.T., qu'en Allemagne avec la F.A.U.D., nouvellement reconstituée.

En fin de Congrès, une séance ouverte a permis aux différentes tendances syndicalistes et libertaires d'échanger leurs points de vue sur la situation syndicale française».

Notre camarade J. Salamero représentait l'U-A.S. à cette séance ouverte.

LES ENVAHISSEURS:

ROBERT CHAPUIS PASSE DES AVEUX COMPLETS:

Je me suis évadé, en 1940, avec le futur aumônier du Vercors. Nous nous retrouvâmes peu de temps après l'évasion, dans le village de la Drôme dont il était curé, et où il donnait aux isréalites, à tour de bras, des certificats de baptême de toutes dates, à condition pourtant de les baptiser: «Il en restera toujours quelque chose».

*André MALRAUX **(1)**.*

Septième et dernière partie: L'ENJEU

Pendant deux cents pages Chapuis s'efforce de montrer qu'une partie importante des nouvelles générations de catholiques, ayant pris conscience de l'existence des liens séculaires entre l'Eglise et le pouvoir en place, a choisi de les briser en passant *«dans le camp du socialisme»* **(*)**.

UNE GREFFE-MIRACLE:

Au terme de son autobiographie politique il refuse de dire clairement quelle est maintenant sa position par rapport à l'idéologie catholique, à la foi. Il prétend que ces questions n'auraient plus d'importance: *«Aujourd'hui suis-je ou ne suis-je pas chrétien? Suis-je ou ne suis-je pas marxiste? Ce ne sont pas mes questions. En dehors des nécessités de l'état civil religieux ou politique, les réponses n'auraient d'ailleurs pas grand intérêt»* **(2)**.

Chapuis n'est pas tenu de faire des confidences publiques sur ses problèmes privés et nous ne lui en demandons pas. Peu importe même que l'incertitude affichée soit un aveu sincère de ralliement à un syncrétisme flou ou une dérobade pour ne pas nuire à la stratégie de prise du pouvoir par le parti dont il est un des responsables. Ce ne sont pas les itinéraires individuels qui nous intéressent, mais les racines par lesquelles les groupes, les organisations, fabriquent leur substance.

Revenons donc sur l'analogie arboricole que Maire et Julliard utilisent pour expliquer la C.F.D.T. d'aujourd'hui: *«...car toute greffe a pour effet de transformer en profondeur la totalité de l'arbre auquel elle s'applique...»* **(*)**. Prenons un arbre, en même temps qu'on implante un greffon on laisse en parallèle une branche d'origine: s'il n'y a pas *«intervention de la providence»* l'expérience montre que la branche d'origine n'est pas modifiée par la greffe. Il en est de même du tronc. Alors?

Serait-ce que Maire et Julliard ne se sont pas complètement débarrassés de leur croyance aux miracles ou bien qu'ils font de la biologie végétale à la Lyssenko? Pourtant la tentative de «greffe» existe, mais le tronc de «christianisme social» **(*)** n'est pas transformé en profondeur et ils ne peuvent pas reconnaître (à supposer qu'ils en aient conscience, ce qui n'est pas évident car ils ont été bien conditionnés) que l'opération à laquelle ils participent a pour objectif de récupérer et de détourner plusieurs courants historiques du mouvement ouvrier - social-démocratie, syndicalisme révolutionnaire, anarcho-syn-dicalisme - au profit de l'idéologie chrétienne qui continue de sous-tendre implicitement toutes leurs actions.

LE CHÊNE ET LE GLAND:

C'est pourquoi, tant qu'à utiliser des analogies arboricoles, nous préférons, pour aborder le «néo-socialisme» et le «néo-syndicalisme» de ces chrétiens qui se prétendent «de gauche», nous servir de celle un peu vieillotte mais toujours exacte de Ch. Letourneau: *«...ces grands systèmes religieux ne sont, en résumé, que la synthèse de toute une végétation mythologique; ils ne sont point nés subitement, par génération spontanée, mais après avoir germé, évolué, et en continuant des croyances plus simples, quoique de même essence psychique. Or, pour se faire une juste idée du chêne, il faut connaître le gland d'où il est sorti...»* **(3)**.

(*) Voir article précédent.

(1) André Malraux, *Antimémoires*, Ed. Folio. 1972, p. 9.

(2) Chapuis, op. cit., p. 205.

(3) Ch. Letourneau, *L'évolution religieuse dans les diverses races humaines*, Vigot Frères, 2' éd., 1898, p. 2-3.

Nous nous attendons à nous faire condamner pour «anticléricalisme primaire», même par une partie de nos camarades - particulièrement la génération de 1968 - indirectement contaminée et momentanément aveuglée par le virus néo-clérical. Georges Suffert écrivait déjà il y a presque 20 ans *«que l'anticléricalisme du Canard Enchaîné sonne relativement faux»* **(4)**, donnant la tendance de la mode pour quelques décennies. Il faut pourtant être convaincu que Suffert a raison quand il prétend quelques pages plus loin: «Là encore aucune coordination, n'en déplaise aux dénonciateurs professionnels qui voient des complots partout, mais plus simplement - et le fait est autrement probant - communauté de réflexion» **(5)**. Pour nous le fait est surtout probant en ce qui concerne la gravité du danger. Ce n'est pas contre un cléricalisme d'appareil que nous aurons à lutter pendant plusieurs décennies, mais contre un néo-cléricalisme de la base fondé justement sur cette *«communauté de réflexion»*. Nous ne doutons pas qu'il sera pire par ses effets sur la société globale et, si nous ne parvenons pas à le contenir, qu'il conduira immanquablement à un renouveau renforcé du cléricalisme d'appareil par le jeu de bascule historique entre l'Eglise «visible» et l'Eglise «invisible». Nous sommes prévenus: *«...tendanciellement, l'Eglise est l'humanité en marche»* **(6)**.

Au gland d'où sort le chêne mènent tous les fils d'Ariane - et combien nous ont encore échappé - que nous avons pu repérer et suivre au cours de ce commencement d'enquête.

La phrase de Maire: *«...une société où la liberté de chacun serait sans limite serait impitoyable aux plus faibles»* **(*)**, qui corrige un lapsus révélateur commis deux ans auparavant par Maire et Julliard: *«...une société purement libertaire est impitoyable aux plus faibles»* **(7)** ne fait que reprendre l'opinion de Lacordaire: *«...entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit»* **(8)**.

De même que, toujours par Maire, cette approche de la planification démocratique: *«Le premier principe de l'autogestion, le principe de base, c'est que toute décision est prise au niveau le plus décentralisé qu'il est possible de le faire en respectant l'intérêt général»* **(9)** ne fait que démarquer les préceptes définis par Pie XI dans *Quadragesimo Anno* et repris textuellement dans *Mater et Magistra* par Jean XXIII: *«...ce serait commettre une injustice en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste ou d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes»* **(10)**. Rappelons que *Quadragesimo Anno* célébrait le quarantième anniversaire de la promulgation de *Rerum Novarum*.

UNE COMMUNAUTÉ EFFICACE:

La «communauté de réflexion» sait rattraper les gaffes. Voir ci-dessus Maire corrigeant Maire et Julliard. Voir Suavet corrigeant Suavet quinze ans plus tard: dans le second chapitre - «Quelques rappels historiques» **(11)** - nous avions cité une appréciation sur l'encyclique *Rerum Novarum* tirée de la première édition (1962) du *«Dictionnaire Economique et Social»* publié par *Economie et Humanisme* aux *Editions Ouvrières* et qui disait exactement: *«Ce texte est trop souvent utilisé, à contre-sens, pour justifier la propriété capitaliste»*; dans la neuvième édition (1976), ou dans une précédente, cette phrase a été supprimée. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'opinion, n'est-ce pas?

Au risque de passer pour sectaire aux yeux de MM. Bordet et Pinard, anciens secrétaires académiques de Besançon du S.G.E.N. **(12)**, nous nous permettons de trouver à ces manipulations papelardes quelque ressemblance avec les «trous de mémoire» de 1984.

C'est qu'elle fonctionne plutôt bien la *«communauté de réflexion»*. Prenez le *«Dictionnaire biographique*

(4) Georges Suffert, *Les catholiques et la gauche*, Cahiers libres n° 4, François Maspéro, 1960, p. 11.

(5) Ibid., p. 28-29. **(6)** Remond, op. cit., p. 125. **(7)**Maire et Julliard, op. cit., p. 185.

(8) Louis Salleron, *Libéralisme et Socialisme*, Club du livre civique, 1977, p. 20.

(9) Maire, op. cit., p. 92.

(10) Pie XI, *Quadragesimo Anno*, commentaire de *Mater et Magistra* par l'*Action populaire* (Spes, 1962), in Salleron, op. cit., p. 265.

(11) *L'Anarcho-Syndicaliste*, n° 10 (novembre 1976).

(12) Bordet et Pinard, lettre sur *«le changement d'attitude des enseignants d'extrême-gauche»* à l'égard du S.G.E.N.-C.F.D.T.. Le Monde, avril 1977, p. 10. col. 3.

du mouvement ouvrier français» établi sous la direction de Jean Maîtron et publié, aussi, par les *Editions Ouvrières:* vous y trouverez Lamennais et Lacordaire, mais vous y chercherez vainement Albert de Mun et Léon Harmel. A notre sens aucun des quatre n'y a sa place, mais tous quatre furent des chrétiens qui s'intéressèrent à la «question sociale». Ce n'est pas par hasard si les «gentils libéraux» sont mis en valeur et les «méchants corporatistes» passés sous silence: la «communauté de réflexion» préfère laisser prudemment dans les placards leurs cadavres encombrants. Quant à sa sollicitude pour Lamennais, elle est naturelle puisqu'il fut un de ceux qui commencèrent à forger les armes dont elle peut user aujourd'hui: *«Promouvoir les études théologiques, philosophiques, historiques, linguistiques et permettre ainsi à un clergé éclairé et savant de répondre aux attaques des philosophes et des incrédules et, surtout, de mieux comprendre les exigences du monde où il vit, rétablir l'autorité papale dans une France gallicane, tel fut le but de la congrégation de Saint-Pierre, qui installa, en 1828, son noviciat à Malestroit en Bretagne et dont Féli fut fondateur avec son frère Jean et P. Gerbet. Que l'étude de plusieurs langues vivantes y ait été obligatoire, que certains y soient devenus spécialistes de langues orientales (arabe, sanscrit, persan, voire chinois), que d'autres y aient gagné leur vocation de fondateur d'ordre, ou de futur évêque, n'est sans doute pas indifférent à l'évolution ultérieure de l'Eglise»* **(13)**.

N'oublions pas que Lamennais et ses amis lancèrent le «ravallement» libéral de l'Eglise: «...la liberté se justifie pour elle-même, indépendamment des avantages qui peuvent en résulter pour l'Eglise. Elle est au reste fille du christianisme: c'est l'Evangile qui en a inculqué la notion aux hommes, c'est l'Eglise qui, au cours des siècles, en a enseigné les principes» **(14)**.

Les faits montrent qu'une telle description est doublement fausse, mais à trop insister sur l'erreur connue du plus grand nombre, les ignominies commises par l'Eglise: *«...Grégoire IX... déchargea les évêques de la poursuite de l'hérésie et la confia à des tribunaux d'inquisiteurs dominicains. Le système était désormais en place, entraînant, dans son implacable logique, de sinistres conséquences: c'est-à-dire non seulement des condamnations à la prison ou à la mort, mais encore l'emploi de la torture pour obtenir des aveux»* **(15)**, on valorise le «repentir» pas le moins du monde gratuit des chrétiens modernes et on oublie l'essentiel: *«Rien de moins original que le christianisme; il est fait de pièces et de morceaux... Enfin on a démontré avec preuves surabondantes, que les philosophes et les écrivains de l'antiquité gréco-romaine n'avaient pas attendu la naissance et la diffusion du christianisme pour exprimer les larges sentiments d'égalité, de fraternité, etc., dont une fois dégagé du Judaïsme, la religion du Christ s'est fait comme une parure»* **(16)**.

LES «MODERNISTES» AU SECOURS...

Si nous nous laissons prendre aux apparences, au brouhaha, au cirque des empoignades entre «modernistes» et «intégristes», nous pouvons penser qu'il s'agit avant tout d'un dépoussiérage de l'image de marque de l'Eglise: *«Le catholicisme hérite d'un passé déjà long, d'une multitude d'institutions, de synthèses théologiques, de coutumes dont le langage et le fonctionnement paraissent surannés à un grand nombre de ses fidèles et, plus encore, à ceux qui le regardent de l'extérieur... On comprend que l'Eglise n'adopte point des méthodes révolutionnaires... Mais aura-t-elle l'audace de s'adapter... Prendra-t-elle le risque qui semble impliqué dans ses déclarations d'intention missionnaire, de rajeunir son visage, de réinterpréter son langage pour devenir parlante aux générations qui montent?»* **(17)**.

Cette mise au goût du jour est à elle seule dangereuse, car elle conduit à un néo-cléricalisme trompeur par ses apparences de libéralisme: *«Je me demande si la diminution du nombre des prêtres n'est pas un chemin par lequel l'Esprit nous conduit afin de nous faire retrouver le sens de l'Eglise-communion. Quand un prêtre n'est pas remplacé dans une paroisse, les laïcs s'organisent... L'Eglise prend ainsi plus facilement conscience qu'elles est un peuple où tous sont responsables»* **(18)**. On peut se dire, guidés par notre sens de la tolérance, qu'après tout c'est leur problème, mais c'est que les bougres n'ont pas perdu l'habitude de confondre leur problème avec les nôtres: *«Toutefois, en même temps que (l'Eglise) enregistre les courbes*

(13) L. Le Guillou, *Félicité de Lamennais* (1782-1854), Encyclopaedia universalis.

(14) René Remond, *Catholicisme libéral et catholicisme social*, Encyclopaedia universalis.

(15) Jean Delumeau, *Le christianisme va-t-il mourir?*, Hachette, p. 56.

(16) Letourneau, op. cit., p. 544-5

(17) P. Liège, *Catholicisme (Esprit)*. Encyclopaedia universalis.

(18) *Mgr Riobe* in Delumeau, op. cit., p. 13.

dégringolantes qu'on vient de tracer, l'opinion note pêle-mêle la montée de l'incroyance, la poussée de la criminalité, l'invasion de la drogue et de la pornographie» **(19)**. Marcellin et Poniatowski aussi.

«Ainsi le cléricalisme est-il la confusion des ordres, spirituel et politique - la confusion et non l'indivision - car la notion de cléricalisme n'est intellectuellement recevable qu'après une distinction préalable entre ce qui figure ontologiquement dans la mouvance du religieux et ce qui n'en relève qu'indirectement ou même aucunement. (...) Cette dualité des ordres, civil et ecclésiastique, le cléricalisme la tient pour nulle et il se comporte comme si elle n'existait pas» **(20)**.

Mais la crise de l'Eglise ne se développe pas dans l'abstrait, sans aucun lien avec l'extérieur, mais au contraire n'est qu'un des aspects de la crise du capitalisme. Il est remarquable d'observer que les velléités de reprise en main de la piétaille par l'appareil apparurent en même temps, au cours du second semestre 1976, dans l'Eglise de France et à la C.FD.T.

Les bons apôtres du néo-socialisme dénoncent les liens indéniables entre l'Eglise «ancienne» et le pouvoir établi, alors que leur Eglise «rénovée», par l'intermédiaire d'un parti socialiste «rénové», va bientôt accéder au pouvoir. Grâce à ce jeu de bascule très évangélique entre la main gauche et la main droite les liens voyants ne seront plus nécessaires. Il suffira de laisser faire la «communauté de réflexion».

On s'employera alors à construire un Etat «autogestionnaire» qui aura pour rôle de répondre aux besoins du capitalisme en crise (donc de servir les intérêts de la classe bourgeoise toujours dominante): course à la croissance zéro d'une manière aussi peu rationnelle que la course à l'expansion, tentative de maintien des antagonismes de classes dans des limites «raisonnables» en développant l'idéologie de l'Etat-arbitre au-dessus des classes qui va permettre l'accession à «plus de justice»: *«D'autres seront sans doute déçus par la modicité de ce qui est réclamé comme solutions pour chaque cas. Peut-être. Mais lorsque l'on cumule l'ensemble: des jeunes avec une place pleine et entière dans la société, des citoyens protégés de l'arbitraire, une école qui apprenne à prendre des initiatives, des syndicats qui contrôlent les conditions de travail, des habitants maîtres du développement de leur ville, des personnes âgées qui ne soient plus mises au rancart... l'on verra que voilà amorcées les fondations d'un autre ordre social, que coilà ouvert le chemin qui mène au socialisme autogestionnaire»* **(21)**.

Tout cela est, ma foi, en parfait accord avec les directives données dans *Pacem in Terris* par Jean XXIII: *«Pour pénétrer de sains principes une civilisation et l'imprégner d'esprit chrétien. Nos fils ne se contenteront pas des lumières de la foi ni d'une bonne volonté ardente à promouvoir le bien. Mais il faut qu'ils soient présents dans les institutions de la société et qu'ils exercent du dedans une influence sur les structures»* **(22)**.

... DU CAPITALISME ET DE L'ETAT:

A partir de là, sous prétexte «d'élargissement», on abandonne les positions de classe (à supposer qu'on y ait jamais été): *«...notre projet s'appuie sur l'expérience que nous avons des capacités d'initiatives et de responsabilités du plus grand nombre quand il prend en charge ses affaires»* **(23)**. D'autres aussi se réclamèrent du «plus grand nombre», en particulier les fascistes: *«Il en sortit, sur le modèle de ce qu'on avait fait ailleurs, le manifeste et tout à la fois le Programme de l'union italienne des Travailleurs, qui, contrairement au Syndicalisme d'autres pays présente la caractéristique de ne pas s'adresser aux seules catégories des travailleurs, mais à tous les professionnels»* **(24)**.

Les bonnes intentions ne suffisent pas à faire de la bonne lutte des classes.

Maire: *«Cette dimension nouvelle, cet élargissement des luttes se traduisent aussi par une poussée*

(19) Ibid., p. 14.

(20) René Remond, *Confessionalisme et cléricalisme*, Encyclopaedia universalis.

(21) Maire, op. cit., p. 23.

(22) Jean XXIII, *Pacem in Terris*, commentaire par l'Action populaire, Spes, 1963, p. 157-159.

(23) Maire, op. cit., p. 151-152.

(24) Arturo Assante, *La doctrine du Fascisme: le corporatisme*, Alberto Morano ed., Naples 1939, p. 16.

vers des terrains de lutte extérieurs à l'entreprise, dans ce qu'on appelle le cadre de vie. Si cela nous apparaît aujourd'hui bien naturel, c'est que ces luttes dans et hors l'entreprise ont déjà eu un premier effet: celui de faire apparaître les cloisons qu'on avait glissées dans nos esprits et qui séparaient la vie en tranches: le travail, la famille, la patrie, l'école, l'église, le sport... Pour se développer le capitalisme a dû bouleverser l'ensemble de la vie sociale» **(25)**.

Assante: *«Le Fascisme est profondément humain. Il ne considère pas l'homme comme opérant par des catégories différentes de vie: homme religieux, homme social, homme économique; mais il le considère dans son unité indivisible d'être spirituel. C'est là une doctrine politique dans le sens le plus haut du terme. Conception totalitaire de la vie, elle se pose comme un nouvel humanisme»* **(26)**.

Cela ne vous fait pas froid dans le dos de lire «totalitaire» là où d'autres écrivent «totalisant» ou «globalisation»?

Qu'on nous comprenne bien: nous ne proposons pas une identification au sens strict, nous ne prétendons pas que les pseudo-déconfessionnalisés ou les «nouveaux socialistes» **(27)** sont des fascistes ou veulent construire un système fascisant. Pas plus que n'étaient fascistes les syndicalistes révolutionnaires qui emboîtèrent le pas à Mussolini en 1922 ou pétainistes les pacifistes (dont des sympathisants libertaires) qui se rallièrent plus ou moins au régime de Vichy en 1940. Ils ne l'étaient pas, mais ils le devinrent pour ne pas avoir su résister aux circonstances. Même s'ils furent minoritaires dans le courant auquel ils appartenaient, nous refusons d'oublier l'exemple de leurs erreurs.

Or nous observons que, par une démarche certainement pas linéaire, les prétendus «déconfessionnalisés» et les «nouveaux socialistes», marqués malgré eux par leurs origines, retrouvent tout naturellement les réflexes du «vieux fonds de christianisme social» dont ils sont issus. Ils en sont même une branche vivace. Le chêne et le gland. Ils récusent formellement (et, a priori, nous ne doutons pas de leur sincérité) la lettre des propositions corporatistes élaborées par Albert de Mun et son équipe, reprises par *Rerum Novarum* et la doctrine sociale de l'Eglise; mais ils sont imprégnés de leur esprit, quelles que soient les nuances de pensée dont ils se réclament à l'intérieur de cette communauté de réflexion excellemment décrite par Suffert.

Cet idéalisme fumeux n'est pas forcément dangereux en soi, dans l'abstrait, mais l'histoire a montré que ces thèses sont des fourriers du fascisme quand l'évolution de la lutte des classes, un freinage du développement des moyens de production, pousse la bourgeoisie vers cette solution.

Nous sommes déjà entrés, depuis quelques années, dans une situation de ce type. Il est alors nécessaire de savoir distinguer entre les péripéties et les problèmes fondamentaux, de ne pas manquer de discernement dans nos choix.

Si nous combattons les positions néo-socialistes et néo-syndicalistes soutenues par Chapuis et ses amis, c'est parce que nous sommes convaincus qu'elles représentent, dans une conjoncture de régression économique, une des idéologies aptes à servir les intérêts du capitalisme et de l'Etat. ***Fin.***

ERRATUM : Dans le précédent article, un mastic a fait sauter plusieurs lignes dans le bas de la 3ème colonne de la page 3. Il faut lire: *Mais après tout, le «socialisme autogestionnaire prôné par la C.F.D.T. n'est peut-être pas ce mythe réactionnaire dénoncé précédemment. Pour Maire et Julliard, c'est tout de même un mythe...*

Marc PRÉVOTEL.

(25) Maire, op. cit., p. 15. **(26)** Assante, op. cit., p. 136. **(27)** Suffert, op. cit., p. 132.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Sgndicalistes
Nouvelle Série - Mensuel
Prix: le numéro, 2,00 F; Abonnement 10 numéros : 20,00 F; Abonnement de soutien : 50,00 F
C. C. P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES
CORRESPONDANCE : Serge MAHE, 12, rue du Danube 44300 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie AUNEAU - NANTES